



RAPPORT DEVELOPPEMENT DURABLE

20**13**
20**14**



SOMMAIRE

- 01 Avant-propos
- 02 Le Groupe SIFCA en bref
- 03 La politique Développement Durable du Groupe
- 04 2013 - 2014 en chiffres
- 05 Entretien avec le Directeur Général
- 06 Améliorer les relations et les conditions de travail et de vie des employés du Groupe
- 07 Développer une agriculture durable et une politique environnementale rigoureuse
- 08 Contribuer au développement des communautés locales et des territoires
- 09 Lutter contre les fraudes, les malversations et la corruption
- 10 Promouvoir la Responsabilité Sociétale dans la sphère d'influence
- 11 Protéger les consommateurs
- 12 Méthodologie de reporting

01 AVANT-PROPOS



Le présent rapport est une synthèse des réalisations des années 2013 et 2014. SIFCA ayant célébré son cinquantenaire, ce rapport sera l'occasion de faire un point sur certains aspects de la démarche mise en place en 2007. Ainsi, le lecteur et les parties prenantes pourront se rendre compte du chemin parcouru de 2008 à 2014 en ce qui concerne les indicateurs santé-sécurité au travail.

Pour les années à venir, notre ambition est de poursuivre notre dynamique et de faire en sorte que chaque nouvel enjeu RSE soit pour SIFCA l'opportunité d'assurer ses responsabilités d'acteur majeur de l'agro-industrie en Afrique engagé à travers le respect de l'environnement dans l'amélioration de la politique salariale, des conditions de travail, de sécurité au travail, de diminution des accidents, de baisse de la pénibilité du travail et sa contribution au développement local.

I Qui?

Nos collaborateurs, bien sûr, mais aussi toutes les parties prenantes touchées par nos activités : actionnaires, clients, gouvernements et communautés vivant à proximité de nos sites.

Notre croissance et notre compétitivité sont indissociables de la qualité des conditions de vie là où nous sommes présents, et il ne peut y avoir de développement économique à long terme sans préservation de la nature. Ce rapport vise à engager un dialogue avec toutes nos parties prenantes.

I Quoi?

Nos actions et nos initiatives volontaires rendent le Développement Durable (DD) tangible et opérationnel. Nos ambitions en matière de développement durable ne sont pas en contradiction avec notre croissance. Au contraire, elles contribuent directement à nos stratégies d'évolution industrielle et commerciale dans chaque pays.

I Pourquoi?

Un dialogue ouvert : notre but est d'instaurer un dialogue transparent, exhaustif et précis sur notre Groupe, incluant la voix de nos parties prenantes internes et externes.

I Où?

Les réalisations présentées couvrent les entités suivantes du Groupe SIFCA: SIFCA holding en Côte d'Ivoire, SIPH holding en France, SAPH, Palmci, Sania, et Sucrivoire en Côte d'Ivoire, RENL au Nigeria, GREL au Ghana, CRC et MOPP au Liberia, et Sendiso au Sénégal.

I Comment?

Le reporting des données environnementales, sociales et sociétales est établi en application de la démarche Développement Durable comportant 6 axes, avec les engagements suivants :



1. Diffuser et appliquer la politique hygiène et sécurité et mettre en place un suivi performant des accidents du travail ;
2. Assurer un équipement et des outils de travail sécurisés et veiller à ce que les sous-traitants travaillent dans le respect des réglementations ;
3. Favoriser l'accès à un logement aux employés permanents et saisonniers et leur famille pour qu'ils soient plus proches de leur lieu de travail dans le respect des standards de qualité du groupe. S'assurer que les logements comprennent en particulier un point d'eau potable, l'assainissement et l'électricité ;
4. Déployer une politique active de prévention des maladies infectieuses, notamment le VIH SIDA et le paludisme, dans le respect du secret médical et de l'équité des conditions de travail ;
5. Prévenir les pollutions accidentelles des sols, identifier et hiérarchiser les impacts environnementaux de nos activités ;
6. Adopter un dialogue fort et continu avec les communautés locales et déployer les actions propres à améliorer leur condition de santé, d'éducation et de revenus.

I Quand?

Ce rapport se réfère à la période allant du 1er janvier 2013 au 31 décembre de l'année 2014 mais des données datant de 2008 à 2012 y sont communiquées à l'occasion du cinquantenaire du Groupe. Le rapport est disponible en français et en anglais.

**Pour plus
d'informations :**

www.groupesifca.com

02 LE GROUPE SIFCA
EN BREF



Groupe privé ivoirien, SIFCA est spécialisé dans le domaine agro-industriel depuis 1964. Il est présent sur toute la chaîne de valeur de l'huile de palme, du caoutchouc naturel et du sucre de canne, depuis la culture, l'exploitation des plantations, la transformation jusqu'à la commercialisation.

Implanté dans 6 pays, le Groupe SIFCA compte 28 000 employés, avec 10 filiales, dont certaines sont cotées à la Bourse Régionale des valeurs mobilières d'Abidjan (BRVM) et celle de Paris.

Essentiellement basée sur l'humain, sa stratégie privilégie l'accompagnement des planteurs villageois et la recherche du bien-être de ses collaborateurs, sans jamais renoncer à sa vision et ses engagements de Compétence, de Qualité, de Respect des personnes et de l'Environnement.

SIFCA, c'est 50 ans d'engagement, 50 ans d'investissement au service de l'Afrique.

03 LA POLITIQUE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU GROUPE

Compte tenu de l'activité du Groupe SIFCA, sa performance financière est liée à sa performance extra-financière et au développement durable. SIFCA dépend en effet, pour ses activités, de deux écosystèmes dont la gestion conditionne sa performance économique :

- L'un est naturel car ses activités impliquent l'exploitation et la gestion des services rendus par l'environnement : la culture des hévéas, des palmiers ou des cannes à sucres permettent au Groupe de vendre ses produits finis à ses clients.

- L'autre est social et sociétal car ses activités dépendent:
 - De ses collaborateurs dont les compétences, la formation et les conditions de travail participent aux résultats du Groupe
 - Des relations existant entre SIFCA (et ses filiales) et les planteurs locaux
 - De ses parties prenantes locales qui doivent accepter les activités du Groupe et bénéficier des retombées économiques.

Le développement dans la durée de l'activité du Groupe dépend de sa capacité à gérer ses enjeux RSE. Preuve de l'engagement, la planification des budgets développement durable réalisés sur la période 2008-2014.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	TOTAL
Budgets (milliards F CFA)	6	3	6	9	12	21	23	80
CA du Groupe (milliards F CFA)	399	295	372	516	536	511	449	2 542
% CA	1,50	1,02	1,61	1,74	2,23	4,11	5,12	3,15

* Le « Budget Développement Durable » comprend les dépenses de logement, santé, éducation, sécurité, appui aux communautés et projets RSE

La stratégie du Groupe s'appuie tout spécialement sur le développement et l'accompagnement des plantations indépendantes. Assurer une croissance harmonieuse entre l'agro-industrie et les planteurs indépendants est un enjeu majeur pour SIFCA et un fantastique levier de développement économique pour les pays d'Afrique de l'Ouest. Le

Groupe veille non seulement à gérer de manière optimale les impacts de ses activités sur l'ensemble de ses parties prenantes, mais également à transformer ceux-ci en opportunités pour son développement.

Partager la valeur créée entre toutes les parties prenantes est à la fois logique et normal.



04 CHIFFRES CLÉS
2014

6

pays d'implantations
Côte d'Ivoire, Ghana,
Nigeria, Liberia,
Sénégal, France





30 755

Collaborateurs



113 360

ha de Plantations industrielles



117 696

Planteurs encadrés



48%

matière première achetée aux planteurs



296 699

ha de Plantations Villageoises



23

Milliards F CFA (5,12 % du CA) consacré au Développement Durable



112

projets d'une valeur de 1 515 Millions F CFA en faveur des communautés locales



126

bourses d'études d'une valeur de 39 Millions F CFA



15 378

logements existant dont **657** en Brique de Terre Comprimée et **1321** WC secs



104

écoles primaires et préscolaires ; **666** enseignants ; **26 608** enfants scolarisés ; **1 886** kits scolaires distribués



71, 6

Million F CFA dépensés pour la sensibilisation et la prévention contre Ebola



11 262

personnes dépistées volontairement du VIH-SIDA



78

dispensaires et infirmeries, **28** ambulances, **325** Personnel de santé



35 903

consultations médicales dont 71 486 issues des communautés locales dans les centres de santé du Groupe



3 724

naissances dont **1 903** issues des Communautés Locales dans les centres de santé du Groupe



10 298

tonnes CO2 de Crédits carbonés sur projet MDP enregistré (SANIA)

05 ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR GÉNÉRAL



2^e meilleure entreprise éco-citoyenne édition 2014

Comment caractérisez-vous l'année 2014 ?

L'année 2014 s'inscrit dans la continuité de la politique tracée, mais malgré de nombreux efforts pour améliorer les axes établis dans le cadre de nos engagements, les indicateurs ne démontrent pas toujours de réelle progression, et ils sont mêmes parfois en régression. Il faut y voir deux raisons essentielles : la première, qui est plutôt positive, c'est qu'il y a davantage de rigueur et d'exhaustivité dans l'enregistrement des données (par exemple pour les consommations d'eau). Mais la seconde est pour nous une alerte, car elle montre que le contexte économique difficile que traversent nos activités risque de provoquer un déplacement des priorités. Il est donc primordial de se mobiliser davantage autour de ces objectifs essentiels, car, à l'exception de certains investissements qui pourront effectivement être ralentis, l'essentiel des actions et des progrès dépend essentiellement de l'engagement et de la conviction de chacun.

Quelles sont les principales réalisations RSE de SIFCA en 2014 ?

L'année 2014 restera malheureusement comme l'année de la crise Ebola pour la sous-région dans laquelle nous opérons. Malgré tout, pour notre groupe, cela a permis de tester avec succès notre capacité de réaction devant un danger majeur, menaçant l'ensemble de notre personnel, de leurs familles, et des communautés qui nous entourent. Nous avons ainsi prouvé que les principes RSE que nous affichons ne se limitaient pas à des intentions, mais se traduisaient effectivement par des faits.

Une autre réalisation majeure est notre engagement clair concernant la conservation de la biodiversité. Nous avons formalisé nos engagements dans ce domaine, et les nouvelles extensions au Ghana ont fait l'objet d'une véritable évaluation des zones de "Haute Valeur de Conservation". La sensibilisation et le respect de règles simples autour de la biodiversité se sont nettement améliorés auprès de l'ensemble des responsables.

Dans le domaine de la sécurité du travail, le secteur à plus haut risque concerne les transports de personnel, et en 2014, des adaptations des moyens de transport ont été effectuées sur la majorité des sites, et des efforts dans ce sens continuent.

Enfin, dans de nombreux domaines, nous avons réussi à maintenir nos programmes, malgré une situation économique tendue, nous obligeant à des restrictions budgétaires. Citons entre autres les programmes de logement, d'implantation des Ecoles familiales Agricoles, ou de réalisations concernant les communautés environnantes, comme la réfection du bac de Bétié.

Pouvez-vous nous présenter l'état d'avancement global de la démarche Développement Durable ?

Le Groupe est engagé dans un processus de structuration et de fiabilisation de son reporting. Il publie des indicateurs audités par un Organisme Tiers Indépendant depuis 2008 date de son premier rapport DD et est donc en mesure

de piloter sa performance globale en matière de RSE et de partager les résultats de ses actions avec l'ensemble des parties prenantes. Nous avons accompli des progrès depuis le lancement de la démarche du Groupe en 2007. Et nous souhaitons nous inscrire dans une dynamique de progrès continu notamment pour les Indicateurs de Performance Opérationnelle relatifs aux énergies, aux déchets et aux émissions, et aux indicateurs de Condition Environnementale relatifs à l'air et à l'eau.

Le personnel et leurs dirigeants ont une meilleure connaissance du Développement Durable et de ses exigences, et l'intègre dans leurs décisions. La qualité des actions étant acquise, leur mesure et l'amélioration de leur efficacité demeure un objectif à atteindre.

Quels sont les principaux défis à relever par l'organisation et les objectifs fixés pour 2015 - 2016 ?

Nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir avant de pouvoir garantir le strict respect des engagements que nous avons pris. Aussi, les principaux défis de 2015 tournent autour des axes suivants :

- Intensifier la sensibilisation et la formation, et en particulier sur la sécurité au travail, le respect de l'environnement, et les maladies infectieuses.

- Développer les échanges d'expériences et de bonnes pratiques entre les sites.
- Mesurer les résultats, par la mise en place d'un mode de collecte, d'analyse, et de reporting des indicateurs, qui soit fiable, exhaustif, et dans un délai raisonnable.
- Vérifier le respect des engagements, et la fiabilité des indicateurs en intensifiant les audits.

En décembre dernier s'est tenu en France un sommet sur le Climat. Quelle est la contribution de SIFCA à la lutte contre le Changement Climatique ?

L'avenir de notre activité dépend du maintien des conditions climatiques existantes. L'enjeu du changement climatique est donc primordial pour nous. Notre activité agricole, assez proche de l'activité forestière, contribue à la fixation de carbone, par la croissance des arbres. En 2014, nous avons planté 6.600 ha en hévéa et palmier, dont 3.500 ha de nouvelles plantations, contribuant ainsi à la reforestation. L'enjeu est d'utiliser la biomasse résiduelle en fin de cycle : c'est ce que nous avons démarré avec le broyage des troncs d'hévéas de SAPH pour alimenter les chaudières de Sania, et c'est aussi ce que nous recherchons avec notre projet Biokala, pour produire de l'électricité à partir de palmes et de troncs de palmier. Nous devons toutefois diminuer notre consommation de carburants fossiles, en particulier par l'optimisation des transports.



06 AMÉLIORER LES RELATIONS ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE DES EMPLOYÉS DU GROUPE



La politique salariale, l'amélioration des conditions de travail, la sécurité au travail, la diminution des accidents, la baisse de la pénibilité du travail sont des préoccupations majeures du Groupe. Les responsables se voient souvent investir du devoir d'analyser l'ensemble des risques encourus par le personnel qu'ils soient accidentels, sanitaires ou

environnementaux. Parallèlement à cette démarche, l'accent est mis sur un climat interne à l'entreprise et sur la capacité du management à instaurer un dialogue social. La formalisation de ce dialogue doit éviter des situations de rupture où ne s'expriment que des désaccords sans réelle possibilité de conciliation.

6.1

AMÉLIORER LES RELATIONS ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE DES EMPLOYÉS DU GROUPE

La santé des collaborateurs et celle de leur famille relève de la responsabilité du Groupe. Il en est de même pour le transport et le logement.

Selon l'engagement 3 de la politique Développement Durable de SIFCA, tous les salariés concernés à ce jour doivent bénéficier de logements gratuits (15 378) sur les Unités Agricoles Intégrées (UAI) d'autant que les infrastructures autour de ces zones ne répondent pas toujours aux besoins. Cette exigence est réaffirmée dans la charte sociale du Groupe.

Contribuer à l'amélioration de la santé des salariés correspond à une attente forte et constitue un défi auquel le Groupe s'intéresse depuis longtemps, s'efforçant de trouver des solutions efficaces et équitables. Dans ce cadre, l'objectif de SIFCA est de répondre aux attentes de ses collaborateurs en matière d'accès aux soins et d'améliorer leur niveau de santé et celui de leurs familles.

L'assurance santé octroyée par certaines filiales en Côte d'Ivoire couvre tous les employés avec leur ayant droit (en moyenne 5 personnes par foyer).

En 2014, les investissements en infrastructures sociales se sont élevés à **6 683 Millions F CFA** contre 19 418 Millions F CFA en 2013. Malgré la baisse des cours et un contexte économique difficile qui ont entamé les investissements, plus de **400** nouveaux logements ont été construits.

L'éducation est aussi un enjeu pour le Groupe : **104** écoles primaires et préscolaires installées sur les zones de plantations et **666** enseignants ont permis d'assurer l'éducation de plus de **26 608** enfants en 2014.

Les UAI contribuent à renforcer le système éducatif par la participation au financement des écoles publiques, par la construction d'écoles ou de complexes scolaires, et par la fourniture de logements aux enseignants. Depuis 2010, des kits scolaires et des sacs sont offerts aux élèves les plus méritants. **1 886** kits scolaires ont été remis en 2014. Les écoles des sites du Groupe appartiennent généralement au système scolaire de l'État (sauf au Liberia où les écoles des sites sont totalement assumées par nos filiales) mais leurs enseignants bénéficient des mêmes conditions sociales que les salariés.

6.2

LA SANTÉ DES EMPLOYÉS : UNE PRIORITÉ

Les actions continuent pour lutter contre le VIH-SIDA et le Paludisme, formalisées par les chartes Sociale et de lutte contre le SIDA.

- Identifier et centraliser les meilleures pratiques dans le Groupe en termes de prévention des maladies (techniques de prévention, techniques d'assainissement,...).
- Mettre ces meilleures pratiques à disposition des filiales et favoriser l'échange entre elles ;
- Fournir des moyens matériels de lutte contre le VIH SIDA (Préservatifs, seringues à usage unique, Kits de dépistage) ;
- Organiser des campagnes de sensibilisation fortes contre le VIH-SIDA (un réseau d'éducateurs de pairs est mis en place au niveau des sites et chaque filiale déploie une campagne de sensibilisation sur tous ses sites) ;
- Organiser des dépistages volontaires du VIH-SIDA. (Chaque site met à disposition de tests de dépistage pour le VIH) ; Suivi et éducation des Comités VIH-SIDA.

NOMBRE DE PERSONNES DÉPISTÉES DU VIH-SIDA DANS LE GROUPE DE 2008 À 2014



322 actions de sensibilisation contre le VIH-SIDA ont été organisées à l'attention de **13 507 personnes**. **45 010 préservatifs** (achetés, dons d'ONG, don de Ministère de la santé...) ont été distribués en 2014. **11 262 personnes** ont fait le test de dépistage volontaire contre **9 738** en 2013. Les fonds VIH-SIDA sont toujours opérationnels à SAPH et à GREL. En 2014, ce sont **8 personnes** qui ont bénéficié du fonds à GREL.

La lutte contre le paludisme a été faite au travers de **326 sensibilisations** réunissant **8 773 personnes**. **10 625 moustiquaires** imprégnées ont été distribuées. Les jours perdus à cause du paludisme ont connu une hausse, en passant de **3 770** en

2014 à **5 053** en 2014. Mais les efforts se poursuivent sur les actions suivantes :

- Mise à disposition de moyens matériels de lutte contre le paludisme (moustiquaire imprégnée pour les enfants et les femmes, traitement insecticide des maisons, traitement des eaux stagnantes par bactéries et drainage des eaux) ;
- Assainissement de l'environnement des logements ;
- Mise en place de brigades sanitaires ;
- Organisation de concours du village propre ;
- Désinsectisation et dératisation

JOURS D'ABSENCE DUS AU PALUDISME DE 2009 À 2014



La lutte contre EBOLA

La maladie à virus Ebola a tenu en haleine toute l'Afrique de l'Ouest, zone d'opération des activités du Groupe, durant l'année 2014. Le Liberia a été particulièrement marqué par une forte mortalité. Dès le mois d'avril 2014, le Groupe SIFCA a mis en place une Cellule de crise composée de 10 membres permanents dont 3 médecins du Groupe. Cette cellule a eu pour missions de:

- Mettre en œuvre la stratégie de préparation et de riposte ;
- Suivre l'évolution de l'épidémie ;
- Evaluer les niveaux de risques ;
- Définir les mesures à prendre, en termes d'information, de prophylaxie, de limitation de déplacements.

Les actions suivantes ont été menées par le Groupe :

- Formation par l'Institut National d'Hygiène Public de CI des médecins, du personnel de santé et de sûreté du Groupe SIFCA ;
- Formation et sensibilisation des travailleurs et leurs familles et des populations riveraines des sites du Groupe ;
- Restrictions de déplacement dans les zones à risque ;
- Campagne d'information interne (via mailing, affichage, film, dépliant...) ;
- Lavage des mains avec eau et savon et prise de température sur tous les sites du Groupe ;
- Achat de kit d'Équipement de Protection Individuelle (EPI) pour tous les sites du Groupe ;

- Installation d'une tente ou salle d'isolement dans les centres de santé.

A CRC, filiale de SIFCA au Libéria, pays durement touché par l'épidémie, la Cellule de crise avait prévu un plan d'urgence :

- Mise en quarantaine des expatriés CRC pendant la période d'incubation ;
- Identification des besoins en vivre et équipements de première nécessité du personnel CRC ;
- Obtention de l'accord de l'Etat pour la mise en place d'un couloir humanitaire entre la Côte d'Ivoire et le Liberia (Envoi de matériel sanitaire, d'équipement contre la maladie et d'équipements techniques au Liberia (CRC), et sortie du caoutchouc) ;
- Don de matériels médicaux à l'hôpital de Harper au Libéria (500 paires de gants, 70 combinaisons de protection Ebola, 800 seringues, du gel hydro alcoolique...) ;

Le Groupe SIFCA a également appuyé le Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida en équipant le centre d'appel 143 en matériels informatiques et bureautiques, d'une valeur de 16 millions de FCFA, afin de renforcer les capacités du centre et de permettre ainsi au Ministère d'être mieux outillé dans la sensibilisation continue contre le virus Ebola en Côte d'Ivoire.

Grâce à toutes actions mises en place (71,6 M F CFA dépensés pour la sensibilisation et la prévention), aucune contamination, ni décès n'a été déploré au sein du Groupe.



8 Novembre 2014: Inauguration du centre d'appel 143, équipé par SIFCA

6.3

PROGRESSER VERS UNE EXCELLENCE EN SÉCURITÉ

SIFCA s'engage à travers sa charte **Hygiène et Sécurité** à renforcer la sécurité et à garantir la santé au travail (visites médicales annuelles, dépistage des maladies cardiovasculaires et métaboliques) de ses collaborateurs, première ressource de l'entreprise.

Préserver la santé et la sécurité des salariés sont des priorités du Groupe. Malheureusement, en 2014, un trop grand nombre d'accidents du travail (454) sont à déplorer, et surtout le décès de 2 employés. C'est pourquoi le Groupe s'engage à intensifier ses actions dans ce domaine.

Pour ce faire, des responsables en charge de ces questions font l'identification, l'analyse et le classement des risques permettant de définir les actions

de prévention les plus appropriées sur l'ensemble des sites, couvrant les dimensions techniques, humaines et organisationnelles. Ses actions sont :

- Le renforcement de la sensibilisation des employés permanents et temporaires et des sous-traitants à travers des réunions de formation ou d'induction avec implication de l'encadrement,
- L'analyse des accidents de travail, les résultats des Taux de Fréquence et de Gravité et la diffusion des plus graves avec illustrations dans le réseau Développement Durable,
- Le partage des bonnes pratiques,
- Le dialogue social sur la santé et la sécurité.

ACCIDENTS DE TRAVAIL DU GROUPE DE 2010 À 2014



Le nombre d'Accident de Travail (AT) en 2010 a connu un bond en raison de la comptabilisation des données de Palmci. De 2013 à 2014, nous constatons une hausse du nombre d'AT mais notons la comptabilisation des données du Libéria (CRC en 2013 et MOPP en 2014).

TAUX DE FRÉQUENCE (TF) DES ACCIDENTS DE TRAVAIL DU GROUPE DE 2008 À 2014



En 2014, le taux de fréquence des accidents (TF) avec arrêt d'au moins un jour du Groupe s'établit à 6,39. Ces résultats témoignent de la capacité des équipes du Groupe à se mobiliser autour de la sécurité. Le nombre de jours d'arrêt par accident pour les employés du Groupe s'établit à 3 648 jours en 2014 contre 3 684 en 2013. Cet indicateur rend compte de la gravité moyenne des accidents avec arrêt.

Cependant, le Groupe déplore 2 morts en 2014 (à RENL et à Palmci) et renouvelle ses plus sincères condoléances aux familles endeuillées, ainsi que

sa compassion à tous les employés victimes d'accidents du travail.

La richesse du Groupe SIFCA ne vaut que par ses milliers de femmes et d'hommes qui travaillent quotidiennement, et parfois la nuit, dans les usines et les plantations.

Les orientations du Groupe en matière de sécurité pour 2015 et 2016 mettent l'accent sur la compréhension et la prévention des risques majeurs liés aux métiers.

Nos priorités: La sécurité routière

La hausse des accidents de travail dans le Groupe est due à des accidents routiers et des collisions engins-piétons. La prévention du risque routier passe par un effort d'organisation et de diffusion de bonnes pratiques.

L'organisation des déplacements doit être une priorité. Cela nécessite de prendre en compte l'activité réelle autour des engins. Les véhicules doivent par ailleurs être équipés et adaptés aux missions et bien entretenus.

Enfin, les salariés conducteurs doivent être formés à la conduite en toute sécurité.

567 personnes ont été ainsi formées à SAPH à

la conduite et à la sécurité de moto, à la conduite de pelle chargeuse, de tracteur, de chariot élévateur pour un total de 8 196 heures de formation. A GREL, 94 agents ont bénéficié de 874,5 h de formation à la conduite défensive. 63 panneaux de la signalisation routière et pictogrammes ont été installés à Zuénoula et 85 à Borotou-koro (Sucrivoire).

Un salarié sur la route est une personne au travail. Comme tous les risques professionnels, le risque routier doit être évalué. Analyser les déplacements, identifier les risques associés, proposer des mesures de prévention.., le Groupe y travaille.

SIFCA Standard

Le Groupe a des objectifs formalisés d'amélioration du cadre de travail et de réduction des travaux physiques difficiles et des troubles musculo-squelettiques. SIFCA Standard est un outil basique industriel qui améliore sans investissement la sécurité, l'ergonomie, la qualité, la productivité et le bien-être, à travers la mise en œuvre d'un standard sur une zone de travail. La méthode se résume en 6 étapes : Diagnostiquer, trier, ranger, nettoyer pour inspecter, verrouiller, soutenir.

Depuis 2012, **66** zones de travail ont fait l'objet de **chantiers** à SAPH, GREL, RENL et Palmci.



Un chantier SIFCA standard à Toupah (SAPH)

"Une place pour chaque chose, chaque chose à sa place"

VEILLER AU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Le dialogue social et la liberté d'association et du droit de négociation collective, la non-discrimination en matière d'emploi et de profession, l'égalité de rémunération et l'abolition du travail forcé ou obligatoire et du travail des enfants sont des droits de l'Homme défini par les déclarations et conventions internationales, en particulier les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail relatives aux conditions de travail et d'emploi.

SIFCA ne déroge pas à ces conventions et salue l'implication des représentants du personnel, surtout dans un contexte économique difficile marqué par la baisse des cours des matières premières. Des rencontres régulières ont lieu entre les représentants du personnel dans les différentes entités et les employeurs afin de maintenir un bon climat de travail et une bonne relation entre la Direction et les syndicats.

Le dialogue social a été ponctué en 2014 par un **baromètre social** auquel ont participé 2 552 cadres, agents de maîtrise, employés et ouvriers. Sur les 68 questions posées, le Groupe par la voix de son DG, s'est engagé à apporter les améliorations même là où les résultats actuels semblent assez élevés. En effet, 68% estiment que le Groupe inspire confiance, quant à sa solidité, c'est presque 07 personnes sur 10 qui marquent cette position qui nous rassure. **81% estiment leur travail satisfaisant et 74% sont fiers de travailler dans le Groupe SIFCA.** Dans cet élan, 51% soit la moitié de cette même population, se montrent disposés à encourager leurs proches à postuler dans l'entreprise

En matière de discrimination, SIFCA mène des actions dans divers domaines dont le handicap, où la stratégie du Groupe se décline autour du reclassement des salariés en situation d'inaptitude ; l'égalité entre hommes et femmes qui est un point essentiel, etc.

Les collaborateurs de SIFCA sont rétribués sur la base de leurs performances, de leur compétitivité sur le marché et de la rareté de leur profil. En accord avec ce principe, le système de rémunération des cadres comporte une part fixe et une part variable (fonction de la performance individuelle

et collective ; elle a pour but de renforcer le sentiment d'appartenance et l'esprit de collaboration).

Cette politique de rémunération est basée sur des principes communs appliqués dans tous les pays du Groupe et déclinés selon les contextes de marché dans lesquels le Groupe intervient. Elle est mise en œuvre par les entités du Groupe qui s'appuient notamment sur des enquêtes de rémunération par activité et par poste. La gouvernance de la politique de rémunération est pilotée par la Direction des Ressources Humaines du Groupe.

L'ensemble des entités du Groupe respecte leurs obligations sociales et fiscales sur les rémunérations versées et les avantages au personnel.

Tous les cadres disposent d'autres avantages tels qu'une couverture sociale, un plan retraite....

L'élimination et l'abolition du travail forcé ou obligatoire et du travail des enfants est effective. La vérification de l'âge des demandeurs d'emploi et des salariés (vérification des pièces d'identité) et une communication régulière se fait en guise de sensibilisation d'autant que des mesures disciplinaires seraient prises à l'égard des chefs d'équipe ou managers qui ne signaleraient pas le travail forcé ou des enfants.

Le défi pour SIFCA est de veiller au respect de cette convention de l'OIT auprès des fournisseurs, sous-traitants et prestataires.

Le Groupe est convaincu que le développement des collaborateurs et une organisation efficace sont la clé pour assurer l'atteinte de ses objectifs stratégiques et la pérennité de son activité.

Ces collaborateurs ont aussi la possibilité d'explorer différents métiers dans le cadre de la mobilité métier et de la mobilité géographique dans toutes les entités du Groupe.

En encourageant la diversité et l'intégration, SIFCA entend favoriser la réussite d'employés issus d'horizons encore plus variés.

PRÉVENIR LA POLLUTION ET GÉRER LES DÉCHETS



L'engagement du groupe en matière de pollution et de gestion des déchets est une réalité. Grâce aux innovations dans le recyclage et la valorisation des déchets, SIFCA déploie des solutions permettant d'augmenter la valeur d'usage des ressources prélevées. Le défi de la rareté est aussi une opportunité pour inventer un nouveau modèle de développement économique et social, plus efficace et plus équilibré.

Le Groupe améliore et déploie de nouvelles solutions pour optimiser l'usage de l'ensemble des ressources. Sur les sites de Bongo et de Rapides-Grah à SAPH, les installations «reclaim rubber» permettent de réincorporer des caoutchoucs contaminés qui étaient auparavant jetés ou vendus comme déchet.

SIFCA est en constante réflexion pour trouver des solutions sur mesure d'optimisation et de revalorisation par la production de matières premières secondaires, la valorisation énergétique, l'augmentation de l'efficacité d'utilisation des ressources naturelles et énergétiques et le recyclage de l'eau. Dans l'ensemble des usines de la filière hévéicole, le taux de recyclage des eaux utilisées par le process est en constante augmentation.

Des aires de stockage d'huiles usagées sont aménagées sur les UAI. Les déchets solides, lubrifiants, produits chimiques sont triés et enlevés par des prestataires agréés. Les lagunages pour le traitement des eaux usées sont opérationnels dans la plupart des usines. Toutes les usines des filières caoutchouc et sucre traitent leurs effluents. Dans le secteur palmier, le traitement est encore partiel (florentin) sur plusieurs usines, et le déploiement des lagunes est en cours.

Des mesures de la pollution sonore et l'analyse des rejets liquides sont également effectuées.

Dans le contexte de la modification de son cycle d'exploitation des vieux arbres destinés à être abattus, l'activité de production de chips de bois d'hévéa à SAPH pour l'année 2014 a été réalisée sur les sites de Bongo (12 627 T) et d'Ousrou (2 265 T). Elle se poursuivra en 2015 et 2016 sur le site d'Ousrou avec 25 000 T prévues. Cette production est vendue à Sania, qui les utilise comme combustible pour sa chaudière à biomasse en remplacement du gaz, combustible fossile. Cela permet de couvrir le coût de l'abattage et de préparation de terrain, de baisser des émissions de CO² provoquées par le brûlage ou la décomposition du bois, et d'augmenter les revenus du Groupe par la vente de la biomasse.

Par ailleurs, suite à la conduite d'essais agronomiques de 2012 à 2014 dans la filière hévéa, pour la mise en place des cultures immatures, un engrais enrobé va être utilisé à partir de 2015, ce qui permet de réduire par 4 la quantité d'apport d'engrais type NPK et de maintenir la croissance des hévéas en raison de la meilleure efficacité de ce type d'engrais.

De nombreuses techniques sont aussi utilisées pour limiter l'érosion des sols (les jachères, les rotations en pépinière, les fossés de drainage, la couverture végétale (Pueraria), le planting en courbe de niveaux ou terrasses). Les déchets organiques (feuilles, branches, souches) laissés sur place et réincorporés au sol et la réduction des traitements phytosanitaires, améliorent aussi les propriétés physiques et biologiques du sol.

Des technologies innovantes (sélective packing or limited packing pour limiter les mouvements d'engins lourds lors de l'abattage et de la préparation de terrain pour transporter de lourdes charges) limitent la compactation et les dommages sur le sol.

- **RENL** a mis en place des points de collecte des déchets dans tous les villages pour l'assainissement.
- **SAPH** trie ses ordures sur les UAI (compostage), crée des fosses à ordures et organise chaque année des concours de villages propres sur toutes ses UAI.
- **Sucrivoire** a élaboré une procédure de gestion des déchets et a lancé l'aménagement de décharges à ordures sur ses sites.
- **Palnci** analyse ses effluents sur l'ensemble des sites, et est en train de construire des rétentions sur les lieux de stockage des fluides à Irobo, Toumanguié et Ehania.
- **Sania** utilise ses eaux traitées pour le lavage du sol, le recyclage des eaux des tours de raffinage (100m³/semaine) et le rinçage des fûts (126m³/semaine).

La prévention des pollutions accidentelles des sols comme le stipule l'engagement 5 du Groupe est un axe majeur. Il veille à ce que les 113 000 ha de Plantations industrielles exploitées en 2014 ainsi que les superficies occupées par les usines, ateliers et garages, soient l'objet d'attention particulière en matière de prévention de pollution des sols. Les sous-traitants sont aussi formés sur la gestion des déchets générés par leurs activités.



Concours village propre à SAPH

7.2

RATIONNALISER LA CONSOMMATION DES RESSOURCES

Face aux tensions croissantes qui pèsent sur les ressources, notre responsabilité collective est de les économiser et de les protéger. En dehors de ses plantations propres, le Groupe soutient et encourage des pratiques agricoles durables. Les filiales déploient des solutions combinant technologie, sobriété et efficacité pour préserver les ressources, dans l'exercice de leurs propres activités. Calculer l'empreinte hydrique de nos activités va prendre du temps. Nous devons pour cela évaluer notre consommation et améliorer les pratiques de gestion adaptées aux problématiques locales. La consommation d'eau n'est pas exhaustive. Elle est de 64 128 290 m³ en 2014 contre 62 192 537 m³ en 2013. Petit à petit, des compteurs sont installés.

À SAPH et GREL, des panneaux solaires sont utilisés sur les ponts bascules. Sucrivoire les utilise également pour les pivots réalisant ainsi une économie sur l'achat de fuel alimentant les générateurs. La bagasse (en lieu et place du fuel) est brûlée dans les chaudières qui produisent de la vapeur nécessaire à alimenter un turbo-alternateur qui produit de l'énergie.

Le Groupe recherche aussi d'autres solutions innovantes pour réduire son empreinte.

Le **Soutra fourneau**, foyer amélioré pour la cuisson, permet jusqu'à 60% de réduction de la consommation du charbon de bois par rapport à un fourneau traditionnel. Cela induit une réduction de la déforestation : l'utilisation de 17 fourneaux permet de préserver environ 1 ha de forêt par an. 564 Soutra fourneaux sont utilisés par le personnel du Groupe et leurs familles.

La problématique de la conservation des sols est prise en compte dans le choix des surfaces à planter, dans la définition des pratiques culturales. Les extensions concernent uniquement des anciennes plantations ou des surfaces en jachères, et non des forêts. Les 2 635 Ha acquis par GREL ont fait l'objet d'étude d'impact environnemental.

Le Groupe entend améliorer et maîtriser sa propre performance énergétique en effectuant un suivi de ses consommations et en sensibilisant son personnel aux économies d'énergie. Les consommations énergétiques du Groupe, directement liées à son activité industrielle, restent prépondérantes dans les consommations totales.

GÉRER LES ÉMISSIONS ET LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le Groupe est conscient que le réchauffement climatique peut impacter ses activités. Les cultures pérennes comme l'hévéa ou le palmier se rapprochent de l'activité forestière, et sont d'importants puits de carbone. Pour amplifier cet impact, SIFCA veille à réaliser ses extensions sur des zones de jachères, afin de créer des conditions de reforestation et de valoriser la biomasse en fin de cycle. Sur les activités palmier et canne à sucre, les déchets industriels sont utilisés pour générer la vapeur et l'électricité nécessaire aux usines et aux besoins des sites.

Les émissions des bâtiments doivent être réduites tout au long de leur cycle de vie. Le programme de logement BTC permet de réduire l'empreinte carbone

causée par la production et le transport du ciment, de contribuer à l'efficacité énergétique des bâtiments, et d'optimiser les coûts de construction.

L'activité de production des Wood chips qui permet d'éviter le brulis et de remplacer du combustible fossile par du combustible renouvelable dans les chaudières participe également à notre action en faveur de la réduction des émissions de CO².

En utilisant le bois d'hévéa en fin de vie et les coques de palmes en lieu et place de combustibles pour alimenter la chaudière à biomasse de Sania, cela a permis une réduction de **10 298 t CO²** en 2014.

Bilan du Projet MDP de SANIA

Années	Réduction CO ₂ rejetée	Taux d'utilisation de la biomasse	Economie (million F CFA)
2013	12.489 tCO ₂	79%	996
2013	14.724 tCO ₂	86%	1037
2014	10.298 tCO ₂	58,11%	644

La baisse du taux d'utilisation de la biomasse est due à un défaut passager d'approvisionnement en wood chips.

SIFCA relève le défi énergétique en Afrique tout en valorisant la filière de l'huile de palme en Côte d'Ivoire à travers le projet **Biokala**. Ce projet étudie la construction et l'exploitation d'une centrale thermique d'une puissance installée de 46 mégawatts (MW) en Côte d'Ivoire, alimentée par des résidus de palmiers à huile (branches et troncs), la biomasse étant utilisée comme combustible dans une chaudière pour produire de la vapeur et faire tourner une turbine électrique. Enregistré à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC), Biokala devrait également générer 160 000 tonnes de crédits-carbone par an.

En ce qui concerne les logements des employés, le groupe a fait le choix de maisons durables avec toit Onduline au lieu des tôles peu isolantes, et a construit actuellement **404 maisons en Briques de Terre Comprimée** et stabilisée, qui ont de très bonnes propriétés thermiques et coûtent 30% moins cher.

Les constructions intègrent aussi la récupération des eaux de pluie et des toilettes sèches qui évitent la pollution de la nappe phréatique et génèrent des fertilisants pour les cultures vivrières. Le Groupe comptabilise **1 316 WC secs** à fin 2014.



Village BTC Yves Lambelin à Néka

7.4

PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ



La protection et la conservation de la biodiversité, le maintien des services éco systémiques et la gestion durable des ressources naturelles vivantes revêtent une importance capitale pour SIFCA. La politique en la matière est la **charte biodiversité** dont la règle 2 invite à préserver au minimum 10 % de la surface de toute nouvelle concession, afin de conserver les écosystèmes originels.

- GREL, ayant acquis 2 450 ha à Awodua, s'est conformé à cette règle en délimitant une **réserve forestière de 240 ha** et plusieurs zones de conservation d'une superficie de 116 ha. Awodua étant l'une des récentes acquisitions de GREL, le développement de cette concession a été pensé au regard du respect de la Charte Environnementale de SIFCA et des standards internationaux en matière de conservation.
- Au Nigeria, **430 ha de réserve forestière** sont protégés à Iguobazuwa (RENLI).
- En Côte d'Ivoire, SAPH assure également la préservation de la forêt sur la lagune à Toupah, Palmci préserve une forêt à Ehania et Sucrivoire a mis en place un plan de gestion de 10 sites (**270 ha**) d'intérêt écologique.

La diversité génétique est un moyen de garantir une meilleure résistance aux maladies ou à la casse au vent, car chaque variété possède des propriétés différentes. C'est donc la politique de la filière hévéicole, de diversifier les variétés sur l'ensemble des surfaces plantées. Aussi SIPH, à travers l'Institut Français du caoutchouc, participe au financement de recherches et mène des essais sur des parcelles expérimentales, afin de sélectionner de nouvelles variétés, répondant aux contraintes de production et de résistance à certaines maladies. Sur la période 2013-2015, en partenariat avec le CIRAD un projet de 30 000 euros est en cours avec pour objectif de mesurer l'impact de l'hévéaculture sur la biodiversité fonctionnelle du sol.

En matière de pratiques culturales, sur la période immature, l'utilisation d'une légumineuse en plante de couverture permet de fixer l'azote de l'air et d'apporter de la matière organique au sol. En conséquence, les apports en engrais sur les cultures sont limités à 140 kg/ha d'azote, 150kg/ha de phosphore et 140 kg/ha de potasse en 7 années de culture immature.



08 CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS LOCALES



Le développement de SIFCA est lié à celui des communautés locales, et sa réussite à long terme dépend de leur prospérité. L'impact des activités sur les communautés vivant à proximité des sites de production impose à chaque filiale de jouer un rôle actif dans le développement économique et social des zones d'implantation. Cela peut se traduire localement par diverses actions dans certains cas à l'accès aux soins médicaux et à l'éducation, la participation à des programmes d'aménagement d'infrastructures communautaires (constructions, réhabilitation d'équipements et d'infrastructures sociales, pistes, ponts...etc) et de préservation de la nature, par l'aide à la création d'activités et d'emplois (Subventions de plants d'hévéas destinés aux planteurs de ces Communautés), ainsi que par l'appui aux activités culturelles et sociales (fêtes et événements communautaires traditionnelles et sportives).

Ces actions sont menées en concertation avec les parties prenantes locales conformément au principe

de consentement préalable libre et éclairé invoqué dans la Convention des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. L'entreprise et la communauté locale, réunies au sein d'un comité de liaison, ont pour mission de maintenir le dialogue, de faciliter la communication et de résoudre des conflits pour le développement communautaire.

En 2014, les sites de SIFCA ont mis en place plus de **112 programmes** en faveur des **356 communautés locales** avec lesquelles les entités de SIFCA entretiennent des relations, pour un montant de **1 515 Millions F CFA** contre 1 631 Millions F CFA en 2013. Les budgets accordés à ces programmes sont liés au contexte économique qui conditionne les ressources du Groupe, ce qui est bien compris par les communautés. Ce montant ne prend pas en compte l'achat des productions aux planteurs privés, les diverses primes qui leur sont octroyées, la sous-traitance, les dons divers accordés, etc.



8.1

AMÉLIORER LES SERVICES DE BASE AUX COMMUNAUTÉS LOCALES



11 Octobre 2014: Inauguration du bac de Bettié rénové par SAPH

Pour SIFCA, l'**Education** est un enjeu majeur de développement socio-économique et de lutte contre l'exclusion. L'engagement du Groupe en la matière bénéficie à ses équipes qui soutiennent également la scolarité des enfants vivant à proximité de ses sites. Ces enfants ont accès aux écoles sur les sites et bénéficient de kits scolaires récompensant les trois meilleurs des classes. Les sociétés du Groupe entretiennent une relation de partenariat de long terme avec les établissements d'enseignement. Des classes, des bureaux, des tables bancs sont offerts à ces établissements qui bénéficient souvent de rénovation ainsi que de bourses d'études. En 2014, le Groupe a accordé **126 bourses d'études** d'une valeur de 39 Millions F CFA.

SIFCA a également poursuivi son partenariat avec l'IECD visant à améliorer l'insertion professionnelle des jeunes ruraux désœuvrés et déscolarisés de Côte d'Ivoire en les accompagnant vers l'emploi et l'entrepreneuriat dans les métiers ruraux locaux (agriculture, élevage, transformation...). Cela s'est traduit en 2014 par le renforcement des 4 Ecoles Familiales Agricoles (EFA) de Séhizra, Naboville, Toupah et Tiéviéssou créées en 2013 à proximité des implantations du groupe SIFCA.

D'autres actions de développement local ont été menées, dont l'**entière rénovation du bac de Bettié** (à hauteur de 120 millions de FCFA) par SAPH.

Dans le cadre de l'**accès aux soins pour tous**, en 2014, les équipes médicales du Groupe ont assuré plus de 343 521 consultations dont **65 737** dédiées aux communautés locales (CL), et procédé

à plus de 3 720 accouchements dont **1 896** concernant les CL.

Seules les communautés riveraines des sites de Palmci, Sucrivoire, SAPH et CRC fréquentent les centres de santé de ces entreprises.

Les filiales de SIFCA contribuent également à certaines initiatives locales et ont noué des partenariats avec des ONG traitant des démunis, des déscolarisés, du VIH-SIDA telles que l'AISED (Association Ivoirienne pour la Sauvegarde de l'Enfance en Danger), Ruban Rouge, Aconda Vs et l'OHASA (Organisme Humanitaire d'Aide à la Santé). GREL a acquis une ambulance mobile qui sillonne régulièrement tous les villages riverains de ses sites afin de les dépister sur les maladies de santé publique. La dernière campagne a eu pour objet le cholestérol.



RENFORCER LES RELATIONS AVEC LES PLANTEURS VILLAGEOIS



« Pas d'agro-industrie durable sans plantations villageoises. Le développement des plantations villageoises conditionne le dynamisme de l'agro-industrie en Afrique subsaharienne. »

SIFCA a mis en place une stratégie d'accompagnement des planteurs, en particulier pour la culture de l'hévéa et du palmier à huile, mais aussi de la canne à sucre. En les aidant à développer leurs exploitations, en leur fournissant un revenu régulier et en leur proposant des outils et services les protégeant, le Groupe favorise à la fois sa propre croissance, le renforcement des communautés locales et le développement socioéconomique des territoires.

Immatriculations des planteurs, vente de matériel et de plants, assurance maladie, plan épargne, assistance technique, encadrement, diffusion de meilleures pratiques, manuel de planteurs de caoutchouc, formation, présence de proximité à travers des centres de collecte, prêts scolaires, intrant à

crédit, préparation de terrain et planting, entretien de pistes de récoltes, transport et chargement de cannes, désinfection machette, glanage, suivi des activités de récolte et collecte des régimes de palmes, approvisionnement en outillage et en intrants, ... sont quelque uns des services et produits de SIFCA en direction des fournisseurs de matières premières.

Quatre entités ont cette mission dans le Groupe (l'apport des planteurs privés étant moins important au Nigéria et au Libéria) :

- La Rubber Outgrowers Unit (ROU) à GREL,
- le Service Marketing Planteurs (SAPH),
- la Direction Agricole des Plantations Villageoises (Palmci),
- le Service Diversification Agricole (Sucrivoire).

- SAPH a mis en place un dispositif d'encadrement avec la participation du Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA), qui a mobilisé 336 employés pour une assistance technique mensuelle sur 10 secteurs, concernant **35 000 planteurs**. L'entreprise a également créé **21 centres de collecte**, qui assurent une meilleure proximité avec les planteurs. SAPH réalise également des plantations offertes à des communautés riveraines (comme celle créé en 2007 au profit du royaume de l'Indenié).

- Sucrivoire a démarré 2 programmes de cannes familiales sur ses 2 sites, afin de lutter

contre la pauvreté en milieu rural et d'augmenter sa production. Au total **167 paysans** ont bénéficié de ce programme sur une superficie de 330.7 hectares. Sucrivoire préfinance 90% du projet, le remboursement se fait sans intérêt sur trois ans à partir de la 1^{ère} récolte.

- Au sein de Palmci, ce sont 135 personnes qui assurent la relation et l'encadrement des planteurs. Dans la promotion et la diffusion des services et actions déployés en faveur des Planteurs Villageois, figure notamment le Plan de Prévoyance des Planteurs de Palmier à Huile (**4 PH**). En 2014, ce plan compte 160 adhérents et 459 bénéficiaires.

De plus, pour répondre aux problématiques de sécurité alimentaire croissantes, le Groupe s'est engagé à promouvoir les **cultures vivrières** (banane plantain, piment, tomate...) en essayant de les intégrer à ses propres cultures.

GREL déploie depuis 2011 un programme de promotion des cultures vivrières qui a permis la formation de 2 259 agriculteurs sur 92 parcelles de démonstration de 36,8 hectares.

8.3

PROMOUVOIR L'EMPLOI LOCAL

La croissance démographique en Afrique, marquée par le pourcentage des jeunes en quête d'emploi, constitue une pression avec des risques de conflit entre la jeunesse et les entreprises. La première citée s'interroge de plus en plus sur la contribution de la dernière à l'équité sociale, à l'accès de tous aux biens essentiels et au développement des territoires où elle est implantée notamment, à la création d'emploi au sein des populations riveraines. Conscient de cela, le Groupe y apporte une réponse à travers ses activités de culture, de récolte, de transformation et de commercialisation. Au niveau de la culture, des emplois saisonniers sont créés depuis le planting en passant par l'entretien des plantations. Un bon nombre de collaborateurs est essentiel à la récolte ou la saignée. Le latex, les cannes ou les régimes de palme issus des plantations sont usinés également grâce à une main d'œuvre locale. La commercialisation de ces produits semi-finis est un autre pan d'activité vecteur de création d'emploi. Le boom constaté dans les filières oléagineuses, hévéicoles et sucrières a considérablement réduit

l'exode rural et le Groupe veille à ce que sur toute la chaîne de ses activités l'embauche locale soit une priorité. En outre, la sous-traitance assurée par des fournisseurs locaux favorise cette action. Tous les projets de développement en faveur des communautés riveraines des entités du Groupe font appel à une main d'œuvre locale.



8.4

LA FONDATION SIFCA : UNE NAISSANCE EN PLEIN CŒUR DU BANCO



Le Groupe SIFCA a lancé en décembre dernier sa Fondation au Parc national du Banco, véritable « poumon vert » oxygénant le cœur de la ville d'Abidjan (Côte d'Ivoire). La Fondation SIFCA incarne cette volonté d'aller encore plus loin...

- Une cible : les communautés rurales hors de ses zones d'implantation
- Un objectif : contribuer à freiner l'exode rural
- Une mission : favoriser le bien-être des communautés rurales à travers des actions dans trois domaines : l'Environnement, l'Éducation, le Sport & la Santé.

09 LUTTER CONTRE LES FRAUDES, LES MALVERSATIONS ET LA CORRUPTION



Pour être en mesure de garantir la pérennité de sa réputation et de son activité, SIFCA a élaboré un projet de code de conduite diffusé à l'ensemble des filiales. Il s'appuie sur les valeurs du Groupe (Responsabilité, Ethique, Qualité). L'ambition est de créer le meilleur cadre possible à l'amélioration continue des performances du Groupe, à travers les 4 engagements de la charte Qualité :

- Respect des personnes,
- Respect des partenaires et des clients,
- Respect de l'environnement,
- Respect des actionnaires.

Les principes de ce code ont trait à :

- Respect des lois et règlements
- Vol, fraude et corruption
- Conflits d'intérêt et occasions d'affaires pour la société
- Confidentialité, conservation et fiabilité des informations
- Protection des actifs et des ressources de la société
- Aptitude au travail
- Discrimination et harcèlement
- Contrôle interne

A noter que RENL avait déjà lancé un code de conduite simplifié en 2013, qui a donné lieu à des présentations formelles et la signature par tous les cadres, employés administratifs, et agents de maîtrise.



10 PROMOUVOIR LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DANS LA SPHÈRE D'INFLUENCE



Une organisation, qu'elle soit publique ou privée, peut influencer d'autres organisations en prenant ses décisions d'approvisionnement et d'achat, et, plus largement sur la chaîne de valeur, en tant que leader et mentor, en promouvant et soutenant l'adoption à une plus grande échelle des principes de responsabilité sociale et environnementale.

Le principal client de la filière hévéicole, Michelin, mandate depuis quelques années, une société extérieure ECOVADIS pour évaluer ses fournisseurs partenaires sur leur engagement en matière de RSE. Le Groupe SIPH a été noté 45/100 pour sa démarche RSE en 2014, se positionnant dans la catégorie BRONZE avec un niveau de maturité « Confirmé ». En 2013, la note était de 36/100.

En raison de son influence et du volume de matière première achetée (1 422 701 tonnes pour 94 122 Millions F CFA représentant 48% de sa production totale), SIFCA est bien positionnée pour avoir un impact positif majeur sur les moyens d'existence des travailleurs de sa chaîne d'approvisionnement. Un meilleur suivi, ainsi qu'une responsabilisation accrue des fournisseurs des différents niveaux, sont indispensables pour rendre la chaîne d'approvisionnement plus durable.

Divers risques ont été identifiés en termes de normes de travail, notamment dans les domaines du travail des enfants, du travail forcé, de la santé et de la sécurité, de la discrimination, des rémunérations et de l'environnement à travers le recensement des principaux fournisseurs à SAPH, données également disponibles à GREL.

A travers sa charte sociale, le Groupe SIFCA ne tolère pas le travail des enfants ainsi que les pratiques liées aux risques énoncés ci-dessus dans sa chaîne d'approvisionnement.

GREL et RENL ont élaboré des codes de conduite, Palmci a mené une campagne de contrôle et de sensibilisation sur le travail des enfants sur tous ses sites avec une ONG. Sucrivoire a également organisé des sensibilisations sur cette problématique.

Le Groupe s'est fixé comme objectif d'éradiquer ces pratiques dans sa chaîne d'approvisionnement en mettant en place un système de gestion solide afin de surveiller ce qu'il s'y passe et prendre des mesures, comme l'amélioration des sources de revenus pour les planteurs, l'accès à l'éducation, l'amélioration de la sécurité du travail dans les plantations, et plus directement l'éradication du travail des enfants par exemple.





La charte Qualité du groupe SIFCA est la boussole en la matière. Toutes les filiales sont concernées, que ce soit le sucre et l'huile de palme, qui impactent directement la santé et la sécurité du consommateur, ou que ce soit le caoutchouc naturel, qui impacte indirectement la sécurité du consommateur, étant donné l'importance de la qualité de la matière première sur la qualité des pneumatiques, qui sont un élément essentiel de la sécurité routière.

Ainsi, à SAPH, 3 des 5 sites (Bongo, Toupah et Yacoli) sont certifiés ISO 9001, et la certification de GREL est en cours. RENL dispose en outre d'une politique qualité.

Sania, Palmci et Sucrivoire font siens les principes directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur. Elles œuvrent donc à la protection

de leurs consommateurs et clients contre les risques pour leur santé et leur sécurité, promeuvent et protègent leurs intérêts économiques, permettent à ces derniers de faire des choix en connaissance de cause, leur offrent des possibilités effectives de recours, etc.

Sania est certifié **ISO 9001 v.2008** tandis que Sucrivoire, engagé dans un Système de Management de la Qualité, prévoit une certification prochainement, tout comme Palmci qui a obtenu la certification de son site de Toumanguié en 2014.

L'International Rubber Study Group (IRSG) a initié un projet Sustainable Natural Rubber Initiative (SNRI) auquel SIPH et l'ensemble des entités caoutchouc du Groupe vont adhérer afin d'assurer aux consommateurs que le caoutchouc naturel est d'origine durable.

ISO 9001:2008

BUREAU VERITAS
Certification





Le reporting du groupe SIFCA a été élaboré depuis 2007. Les procédures méthodologiques font état d'un fichier de reporting social et environnemental et d'un plan d'actions afférent à la mise en œuvre des engagements du Groupe. Le tout en version anglaise et française.

Pour des raisons organisationnelles, les données du reporting environnemental (existant depuis 2012), n'ont pas été fournies par toutes les filiales. Les données sociales et environnementales des sièges des différentes filiales à Abidjan ne sont pas incluses. Bien que ces dernières ne représentent qu'une part marginale des consommations du groupe, des plans d'actions sont en cours afin de les inclure lors des prochaines clôtures.

Le choix des indicateurs s'effectue au regard des impacts sociaux et environnementaux de l'activité des sociétés du Groupe et des risques associés aux enjeux des métiers exercés.

Le périmètre du reporting a pour objectif d'être représentatif des activités du Groupe. Les différentes filiales sont consolidées en Intégration Globale, conformément au périmètre financier:

- Chaque responsable en charge du développement durable dans les filiales consolide les données sur l'intégralité de son périmètre. Lors des consolidations, des contrôles de cohérence sur les données sont effectués. Les données consolidées et contrôlées au niveau de la filiale sont ensuite mises à la disposition de la Direction Développement Durable du Groupe SIFCA.

- Le département HQSEL (Hygiène – Qualité – Sécurité – Environnement – Logement) du Groupe consolide les données sur l'intégralité du périmètre et veille à leur cohérence.

Précisions et limites méthodologiques :

- Les « contractors » (personnel mis à disposition par des tiers) sont pris en compte pour le calcul des indicateurs santé & sécurité à GREL et Sania alors que seuls les employés directs sont pris en compte par les autres filiales. Cette différence de méthode est justifiée par le fait que ces deux entités ont davantage recours aux « contractors ».
- Le nombre de jours d'absence liés aux accidents du travail et au paludisme sont comptabilisés en jours calendaires.
- L'indicateur nombre de jours d'absence liés au paludisme est sous-évalué sur l'entité SAPH parce que les employés ne passant pas par les centres de santé du Groupe et souffrant de paludisme ne sont pas systématiquement pris en compte dans cet indicateur. Les jours d'absence pour paludisme ne concernent que ceux reportés après passage de l'employé par l'infirmerie interne. Il exclut les jours potentiels obtenus par des arrêts de médecins externes.

RAPPORT D'ASSURANCE MODÉRÉE DU VÉRIFICATEUR INDÉPENDANT PORTANT SUR UNE SÉLECTION D'INFORMATIONS SOCIALES DES SOCIÉTÉS PALMCI, SANIA ET SAPH

SIFCA

Siège Abidjan, Boulevard du Havre
01 B.P 1289 Abidjan 01

Rapport d'assurance modérée du vérificateur indépendant sur une sélection d'informations sociales des sociétés PALMCI, SANIA et SAPH.

Exercice clos le 31 décembre 2014

A l'attention du Directeur Général de SIFCA

A la suite de la demande qui nous a été faite, en notre qualité de vérificateur indépendant, nous vous présentons notre rapport d'assurance modérée sur une sélection d'indicateurs présentées dans le rapport de développement durable du Groupe SIFCA, établi au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014. Les conclusions formulées ci-après portent sur une sélection d'indicateurs, identifiées par le signe (√) pour les sociétés PALMCI, SANIA et SAPH et ne peuvent s'appliquer à un document pris dans son ensemble.

Responsabilité de la société

Il appartient à la direction du développement durable d'établir un rapport comprenant les informations sociales consolidées (ci-après les « Informations »), établies conformément au référentiel utilisé par le Groupe (le « Référentiel ») et disponible sur demande auprès de la Direction du développement durable et de la Direction des Ressources Humaines.

Responsabilité du vérificateur indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que certaines informations sélectionnées par le Groupe et identifiées par le signe (√) sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel (Rapport d'assurance modérée). Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en responsabilité sociétale.

Nature et étendue des travaux

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme ISAE 3000 (International Standard on Assurance Engagements) et à la doctrine professionnelle applicable.

Nous avons mis en œuvre les diligences suivantes conduisant à obtenir une assurance modérée sur le fait que les informations sélectionnées pour les sociétés PALMCI, SANIA et SAPH et identifiées par le signe (√)¹ ne comportent pas d'anomalies significatives

de nature à remettre en cause leur sincérité, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Référentiel. Une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Nous avons effectué les travaux suivants :

- Nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa neutralité, son caractère compréhensible et sa fiabilité.
- Nous avons vérifié la mise en place dans le Groupe SIFCA d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des informations sélectionnées.
- Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration de ces informations. Nous avons mené des entretiens auprès des personnes responsables du reporting social. Nous avons mis en œuvre des procédures analytiques et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation de ces informations.
- Au niveau des entités et sites que nous avons sélectionnés² en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés et de leur implantation, nous avons :
 - conduit des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et obtenir les informations nous permettant de mener nos vérifications ;
 - mis en œuvre des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les informations des pièces justificatives.
 L'échantillon sélectionné représente en moyenne entre 21% et 38% des valeurs des indicateurs vérifiés.

Conclusion

Le dispositif de reporting mis en place par la société SAPH ne permet pas une traçabilité satisfaisante des informations collectées pour assurer l'exhaustivité de l'indicateur « Nombre de jours d'absence dus au Paludisme ».

Sur la base de nos travaux et sous cette réserve, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les informations sélectionnées pour les sociétés PALMCI, SANIA et SAPH, communiquées dans le rapport de développement durable de SIFCA et identifiées par le signe (√) sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Neuilly sur Seine (France), Le 8 février 2016
Deloitte & Associés

Thierry BILLAC

¹Taux de fréquence des accidents de travail, Jours perdus pour accidents de travail, Taux de gravité des accidents de travail ; Nombre de jours d'absence dus au Paludisme

² SAPH (Toupah et Bongo), SANIA (site de raffinage d'Abidjan), PALMCI (Toumanguié, Irobo –Jours d'absence dus au paludisme uniquement, Ehania – Heures travaillées uniquement)







Siège Abidjan, boulevard du Havre
01 B.P Abidjan 01
Tél.: + 225 21 75 75 75
Fax: + 225 21 25 45 65
Email: communication@sifca.ci
www.groupesifca.com